

commerciales et culturelles avec l'URSS. La question des citoyens canadiens nés en Russie puis revenus en URSS et détenus contre leur volonté fut au moins en partie réglée.

Contraste plutôt ironique, les relations du Canada avec son principal allié occidental, les États-Unis, se détérièrent de façon notable en 1960. Les discussions politiques bilatérales entre les deux pays furent dominées par la question des armes nucléaires. Au Canada, les avis à ce sujet étaient très partagés. Green, soutenu par le sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Norman Robertson, s'opposait à l'acquisition d'armes nucléaires par les forces canadiennes, tandis que le ministre de la Défense nationale, George Pearkes, et le greffier du Conseil privé, Robert Bryce, préconisaient le maintien d'une étroite coopération avec les Américains dans le domaine militaire. En janvier 1960, Bryce et D. B. Dewar, également du Conseil privé, avancèrent des arguments diamétralement opposés. Selon Bryce, « une action rapide » s'imposait et serait bien perçue des Canadiens (document 242). De son côté, Dewar tint les propos suivants : « ...le pays traverse une période d'incertitude quant à sa politique et à ses programmes de défense. Ce flottement n'est peut-être pas majeur au point de nous obliger à parler de crise dans la politique de défense, mais il est très peu probable que le problème aille en s'amenuisant dans les mois et les années à venir. Les doutes et les insatisfactions sont trop marqués pour disparaître rapidement, et les événements à venir pourraient même les amplifier ». Il fit valoir également que « des rédacteurs en chef, des enseignants, des étudiants et des citoyens de différents milieux » estimaient que le gouvernement avait accepté trop facilement « la politique de défense des États-Unis, qualifiée au mieux de stérile, et au pire de provocatrice » (document 304). Diefenbaker, malgré son mépris pour « ces illuminés aux cheveux longs qui prêchent contre la défense nucléaire » (document 110), partageait l'avis de Dewar quant à l'humeur du public. Le premier ministre déclara à Heeney que l'intensification du sentiment anti-américain au Canada l'inquiétait. Ses appréhensions firent l'objet de discussions avec des hauts responsables américains (documents 228-235).

Ces évaluations contradictoires ralentirent considérablement la négociation d'un accord sur le stockage de têtes nucléaires dans les bases occupées à bail par les Américains en territoire canadien. Le texte des notes autorisant la présence d'ogives sur les bases aériennes de Goose Bay et Harmon fut convenu officieusement en juillet. Cependant, l'ébauche de l'accord ne fut pas avalisée par le Cabinet en 1960, malgré l'affirmation catégorique de Pearkes selon qui il était « difficile de justifier tout autre retard » (document 254). Les négociations sur la dotation des forces canadiennes en armes nucléaires devinrent alors encore plus tortueuses. Le 18 janvier, une déclaration publique ambiguë du premier ministre déplut aux Américains, qui se dirent même « vivement préoccupés » (document 265) par l'absence d'orientation claire dans la politique canadienne. En juin, Pearkes fit remarquer à Diefenbaker que le Canada se trouvait dans la « regrettable situation » de devoir payer pour des missiles BOMARC et Honest John qui coûtaient cher et de n'avoir aucun arrangement lui permettant de les armer avec les ogives nucléaires